

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 39 (2025)

Faits saillants

- ❖ Région : dialogue ASEAN-CPTPP sur les perspectives de coopération le 20 novembre
- ❖ Thaïlande : Fitch abaisse la perspective de la note BBB+ de stable à négative
- ❖ Indonésie : la banque centrale surprend par une nouvelle baisse de son taux directeur à 4,75 %

LE CHIFFRE À RETENIR

231,5 Md USD

Hausse du budget 2026
en Indonésie pour
stimuler la croissance

Région

L'ASEAN engage un dialogue avec le CPTPP

Les ministres de l'économie des pays de l'ASEAN, réunis à Kuala Lumpur le 23 septembre dernier, ont annoncé la tenue d'un dialogue avec les pays membres du Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP) le 20 novembre prochain. Selon Zafrul Aziz, ministre malaisien de l'investissement, du commerce et de l'industrie, les discussions porteront sur des perspectives de coopération entre les deux blocs. Quatre pays de l'ASEAN – Brunei, Malaisie, Singapour et Vietnam – sont déjà membres du CPTPP, aux côtés de l'Australie, du Canada, du Chili, du Japon, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, du Pérou et du Royaume-Uni. Les ministres de l'ASEAN ont également examiné un projet d'accord-cadre sur l'économie numérique et l'intégration de la chaîne d'approvisionnement régionale en semi-conducteurs. Selon Zafrul Aziz, les investissements directs étrangers en Asie du Sud-Est ont progressé de 8 % en 2024, contre un recul de 11 % au niveau mondial.

Indonésie

Un budget 2026 en hausse à 231,5 Md USD pour stimuler la croissance

Le parlement indonésien a approuvé mardi le budget 2026 du président Prabowo Subianto, fixé à 231,5 Md USD. Les autorités anticipent un déficit public équivalent à 2,68 % du PIB, en hausse par rapport à la proposition initialement présentée au début de l'été (2,48 %, après un déficit attendu à 2,78 % en 2025) mais toujours sous le seuil légal de 3 %. Au total, les dépenses sont en hausse de 9 % par rapport à celles votées pour 2025, avec notamment un quasi-doublement de l'enveloppe prévue pour le programme de repas gratuits (20 Md USD) et une augmentation de 30 % du budget de la défense. En outre, le budget consacre 24,4 Md USD à la sécurité énergétique, 46,6 Md USD à l'éducation (dont 13,5 Md pour le programme de repas gratuits) et 30,8 Md USD à la protection sociale (allocations alimentaires, santé, aides au logement). Les transferts aux régions atteignent 42 Md USD, en baisse de 25 % par rapport au budget 2025. Le gouvernement prévoit une croissance de 5,4 % en 2026 (contre 5,2 % attendus en 2025, selon les prévisions optimistes du gouvernement), loin toutefois de l'objectif de 8 % fixé par le président Prabowo. Les recettes devraient atteindre 189,3 Md USD, soit une progression d'environ 10 %, potentiellement grâce à un renforcement de la collecte fiscale.

L'UE et l'Indonésie concluent les négociations de l'accord de libre-échange CEPA

L'Union européenne et l'Indonésie ont conclu le 23 septembre 2025 à Bali les négociations d'un Accord de partenariat économique global (CEPA) et d'un Accord de protection des investissements (IPA), après l'accord politique scellé en juillet par Ursula von der Leyen et le président indonésien Prabowo Subianto (cf. Brèves semaine 29). Cet accord, en négociations depuis 2016, ouvre une zone de libre-échange de plus de 700 millions de consommateurs. 98 % des lignes tarifaires de l'UE et 96 % des lignes indonésiennes seront libéralisées dans les 5 ans suivant l'entrée en vigueur. Selon les estimations de la Commission européenne, la suppression des droits de douane pourrait générer jusqu'à 600 millions d'euros d'économies par an sur les marchandises européennes importées sur le marché indonésien. Il devrait garantir un accès élargi au marché indonésien dans des secteurs clés comme l'automobile, l'agroalimentaire, les télécommunications ou la pharmacie. Le texte protège également la propriété intellectuelle et reconnaît 221 indications géographiques européennes et 72 indonésiennes, tout en maintenant des garde-fous sur les produits agricoles sensibles. L'accord comporte enfin une dimension développement durable, avec des engagements climatiques et sociaux et une coopération renforcée sur

l'approvisionnement en matières premières critiques. Les textes devront encore être révisés juridiquement et ratifiés par le Conseil de l'UE, le Parlement européen et l'Indonésie avant leur entrée en vigueur.

Bank Indonesia surprend par une nouvelle baisse de son taux directeur à 4,75 %

Bank Indonesia a abaissé son taux directeur de 25 points de base à 4,75 % lors de sa réunion de septembre, accompagnant cette décision de mesures de soutien à la liquidité pour stimuler la croissance intérieure, dans un contexte de baisse de la consommation et de morosité suite aux manifestations ayant eu lieu plus tôt ce mois-ci (cf. Brèves semaine 36). Depuis septembre 2024, la banque centrale a réduit ses taux de 125 points de base, mais le crédit progresse toujours faiblement, autour de 7 %, les taux de prêts et de dépôts restant rigides, et la demande restant faible. L'institution continue à intervenir afin d'assurer la stabilité de la roupie (environ 16 400 IDR/USD), ainsi que des réserves de change solides (150,7 Md USD en août soit 6,3 mois d'importations). Les observateurs anticipent de nouvelles baisses de taux, jusqu'à 50 points de base au quatrième trimestre 2025.

Malaisie

Ralentissement des exportations en août après le rebond de juillet

Les échanges commerciaux ont reculé en août de 1,9 % en g.a., à 54,0 Md USD, avec une contraction de 5,9 % en g.a. des importations (25,2 Md USD) en particulier de biens intermédiaires (-16,8 %), de biens de consommation (-8,9 %) et de produits agricoles (-20,3 %). Les exportations n'ont par ailleurs progressé que de 1,9 % en g.a. (28,8 Md USD) après le rebond de 6,5 % enregistré en juillet, en raison notamment de la baisse de la demande américaine (12,4 % du total ; -16,7 % en g.a.) et du repli du secteur des hydrocarbures (5,4 % du total ; -2,4 % en g.a.). Les ventes vers la Chine (18,1 % du total y.c. Hong Kong) et Singapour (14,7 %) ont augmenté, de 5,5 % et 2,7 % respectivement, en g.a.

Révision des subventions au carburant SP95

Le Premier ministre a annoncé le 22 septembre la révision, à compter du 30 septembre, de la subvention sur l'essence sans plomb 95. Le prix à la pompe sera désormais fixé à 0,43 USD/litre (contre 0,45 USD auparavant) dans la limite de 300 litres par mois pour environ 16 millions de conducteurs malaisiens, tandis que les non-citoyens et les grandes entreprises devront acquitter le prix non subventionné (0,57 USD/litre), qui resterait néanmoins le plus faible de la région. L'accès au tarif préférentiel se fera via la carte d'identité nationale numérique (MyKad). Cette mesure doit contribuer à l'objectif d'une réduction du déficit budgétaire à 3 % du PIB d'ici 2030 (contre 4,1 %

en 2024) fixé par le 13^{ème} plan quinquennal 2026-2030. Initialement prévue pour s'appliquer aux 15 % de la population malaisienne les plus riches, elle aura toutefois une portée limitée avec une économie budgétaire estimée entre 0,22 Md USD et 0,44 Md USD sur un montant total de dépenses budgétaires prévu à 100 Md USD en 2025.

Adoption d'un projet de loi permettant aux créanciers étrangers de mieux faire valoir leurs droits dans les procédures d'insolvabilité

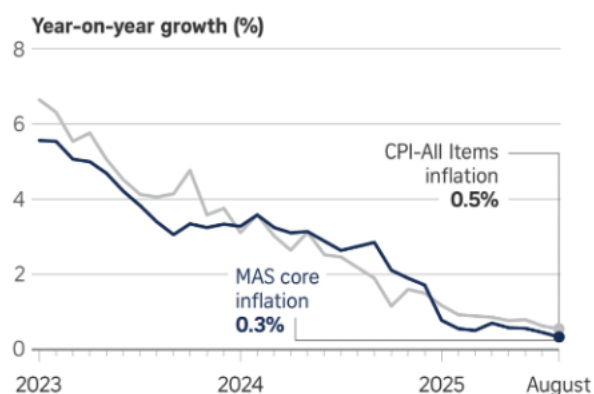
Le Parlement malaisien a adopté le 9 septembre un projet de loi qui s'inspire des principes de la loi type sur l'insolvabilité internationale de la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Ce texte doit faciliter l'accès des créanciers étrangers aux tribunaux malaisiens et la reconnaissance des procédures et décisions émanant de pays tiers. Il ouvre également la voie à une coopération avec les tribunaux des pays dont sont originaires les créanciers. Le champ d'application du projet de loi est toutefois limité aux dettes des entreprises et tout transfert éventuel de propriété en dehors de la Malaisie sera soumis à l'accord préalable du tribunal malaisien chargé de statuer sur l'insolvabilité des entreprises.

Singapour

L'inflation sous-jacente retombe à +0,3 % en août

L'inflation sous-jacente, qui exclut à Singapour le logement et le transport privé, a ralenti à +0,3 % en glissement annuel en août 2025, après +0,5 % en juillet, selon la monetary authority of singapore et le ministère du commerce et de

Lower reading than expected in August



l'industrie. Cette baisse, plus marquée qu'anticipé par les analystes, s'explique par le ralentissement des prix des services (+0,4 % en août contre +0,7 % en juillet) et par la stabilité des prix des denrées alimentaires. L'inflation globale s'est établie à +2,0 % en août, contre +2,4 % le mois précédent, sous l'effet d'une hausse plus modérée des prix du logement et de l'électricité. Les autorités maintiennent leur prévision d'inflation sous-jacente moyenne pour 2025 entre +0,5 % et +1,5 %, et d'inflation globale (IPC) entre +2,5 % et +3,5 %.

La cité-État et l'Égypte examinent la faisabilité d'un accord de libre-échange

Le président singapourien Tharman Shanmugaratnam a rencontré au Caire le président égyptien Abdel Fattah Al Sisi et le premier ministre Mostafa Madbouly lors d'une visite d'Etat du 19 au 21 septembre dernier. Les deux présidents ont salué l'élargissement de la coopération bilatérale à de nouveaux domaines, notamment la santé, la recherche agricole, l'éducation technique, la formation des administrations publiques, ainsi que les ports intelligents et le secteur maritime. Ils ont convenu d'examiner la faisabilité d'un accord de libre-échange afin de tirer parti des complémentarités économiques et de leurs positions géographiques stratégiques. Plusieurs protocoles d'accord ont été signés dans les secteurs de l'économie, du transport maritime, de la santé, de la recherche agricole, du développement des micro, petites et moyennes entreprises et des startups, du renforcement des capacités et de la protection sociale. Dans un contexte mondial incertain, la cité-État poursuit sa stratégie de diversification de ses partenaires et s'investit dans des initiatives tant bilatérales que multilatérales, comme en témoigne le lancement récent du « Future of Investment and Trade (FIT) Partnership », annoncée le 16 septembre dernier, réunissant 14 pays de l'OMC dont deux de l'ASEAN, Singapour et le Brunei. L'initiative, dont le prochain sommet se tiendra à Singapour du 19 au 21 novembre prochain, vise à promouvoir un commerce ouvert et équitable et à renforcer les flux d'investissements.

Vietnam

La Banque d'Etat du Vietnam (SBV) confrontée à un double défi : soutien à la croissance et stabilité macroéconomique

La Banque d'Etat du Vietnam (SBV) rencontre des difficultés pour concilier les deux objectifs fixés par le gouvernement : soutenir la croissance tout en préservant la stabilité macroéconomique (contrôle de l'inflation, stabilité monétaire), dans un contexte de fluctuations de la politique monétaire. Ces tensions continuent de s'exacerber en raison des écarts de taux d'intérêt avec les économies étrangères et des pressions sur les taux de change. D'après les données officielles, le montant des prêts en cours a connu une hausse de 11,8% fin août par rapport à 2024. Les prévisions tablent sur une progression de plus de 20% cette année, un niveau bien au-dessus de la moyenne d'environ 14,5% des dernières années. Doãn Thai Son, vice-gouverneur de la SBV, alerte sur les risques associés à une expansion rapide des prêts, laquelle pourrait entraîner une

hausse des taux d'intérêt et un risque accru d'inflation à moyen et long terme. Par ailleurs, la multiplication des prêts pourrait inciter les banques commerciales à assouplir leurs critères d'octroi de ces produits, diminuant la qualité des actifs financiers. Dans ce contexte d'incertitudes, les experts de la Banque mondiale estiment que la marge de manœuvre de la politique monétaire vietnamienne devient de plus en plus limitée et recommandent de renforcer le rôle de la politique budgétaire comme principal levier de relance. Ils soulignent la nécessité de coordonner la politique monétaire et politique budgétaire, afin de préserver la stabilité macroéconomique à long terme et d'assurer un développement économique durable.

Révision à la hausse de prévisions de croissance du Vietnam pour 2025

Le FMI, dans son dernier article IV sur le Vietnam, a révisé à la hausse ses prévisions de croissance économique pour le Vietnam en 2025, passant de 5,4% à 6,5%. La banque singapourienne UOB a également ajusté ses prévisions à la hausse, portant la croissance du PIB du Vietnam de 6,9 % à 7,5%, en raison d'une performance économique plus solide que prévue au premier semestre 2025. En effet, les résultats positifs enregistrés par le pays au premier trimestre 2025, avec une croissance de 7,5% en glissement annuel (soit le rythme le plus élevé enregistré sur la période depuis 2011) ont obligé les établissements financiers à revoir à la hausse leurs estimations. Le FMI alerte cependant sur les risques de ralentissement de la croissance, en raison des tensions commerciales au niveau mondial et du resserrement éventuel des conditions financières internationales, lesquelles pourraient affecter les exportations et les investissements du Vietnam. De son côté, l'UOB note l'amélioration du contexte économique grâce à l'allègement temporaire des droits de douane américains. Pour 2026, l'IMF et l'UOB prévoient respectivement une croissance de 5,6% et 7%. Pour rappel, le gouvernement vietnamien vise un objectif plus ambitieux de 8,3 à 8,5% pour 2025 et de 10% en 2026. D'autres banques et institutions tablent des taux compris de 6-7% pour le Vietnam en 2025 :

| | UOB | BAD | BM | OCDE | FMI |
|--------------------|------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Nouvelle prévision | 7,5% | <u>6,3%</u> | <u>6,6%</u> | <u>6,2%</u> | <u>6,5%</u> |
| Prévision initiale | 6,9% | 6,6% | <u>6,8%</u> | 7% | <u>5,4%</u> |

La majeure partie du cadre réglementaire nécessaire à la mise en place des centres financiers internationaux (CFI) a été acceptée

Le 27 juin 2025, l'Assemblée nationale vietnamienne a adopté une résolution établissant un Centre financier international (CFI) à HCMV et à Danang d'ici fin 2025. Afin de garantir un environnement juridique stable et attractif pour les investisseurs étrangers, le modèle de gouvernance en cours d'élaboration prévoirait la création

d'une autorité de gestion, d'un organe de supervision et d'un mécanisme de résolution des litiges. Parallèlement, le pays élabore des politiques destinées à attirer les investisseurs étrangers : rapatriements des profits, libre convertibilité des devises, régimes fiscaux avantageux, usage de l'anglais comme langue de travail officielle, et reconnaissance de l'arbitrage international. Parmi les autres initiatives figure le développement d'un « bac à sable » réglementaire – c'est-à-dire un cadre légal souple et adapté au développement de nouvelles technologies – pour les technologies financières (fintech) et les actifs numériques. La France a offert son expertise pour aider les autorités vietnamiennes dans l'élaboration du cadre réglementaire de ce centre financier. Un séminaire a ainsi été organisé par l'Ambassade de France au Vietnam le 18 septembre sur cette thématique, en présence d'Olivier Vigna, délégué général adjoint de Paris Europlace. A cette occasion, Dao Thanh Huong, directrice adjointe du département des investissements étrangers a accueilli favorablement la proposition française d'accompagner le Vietnam dans la conception, la gestion et le développement des centres financiers internationaux, au travers d'un appui aux politiques publiques et pour attirer les investisseurs français.

Le gouvernement réinvestit 553 M USD dans Vietnam Airlines

Le 18 septembre dernier, la State Capital Investment Corporation (SCIC) a annoncé réinvestir 553 M USD dans la compagnie aérienne Vietnam Airlines, portant son actionnariat à 47,09% du capital. Dépendante du ministère des Finances (MoF), la SCIC est l'entreprise chargée de la représentation de l'Etat vietnamien dans les entreprises privées où celui-ci possède une participation, ainsi que de la gestion et de la valorisation de ces actifs. Elle agit donc comme un véhicule d'investissement pour le gouvernement vietnamien, investissant dans des entreprises et des fonds dans le but de stimuler la croissance économique du pays, et doit entre 2025 et 2030 devenir le principal organisme d'investissement financier du pays. Cette annonce est intervenue peu de temps avant que l'entreprise n'annonce, le 22 septembre, projeter d'ajouter 30 avions gros-porteurs (A350-900 ou B787-9) à sa flotte par achat ou location entre 2028 et 2030, ce qui reviendrait à doubler sa capacité actuelle sur ce type de modèles. Pour contexte, le marché vietnamien de l'aviation est en plein essor, l'autorité de l'aviation civile vietnamienne ayant enregistré en septembre 2025 une croissance du trafic passager de 11% en glissement annuel. Vietnam Airlines anticipait de son côté une croissance de 11,6% du nombre de passagers transportés entre 2024 et 2025, lors de sa dernière assemblée générale en juin dernier. Pour pouvoir y répondre, la compagnie nationale a déjà obtenu en avril l'autorisation du gouvernement pour l'acquisition de 50 avions monocouloirs, afin de renforcer ses liaisons court et moyen-courrier. Par ailleurs, elle a également déjà commencé à mobiliser des pistes de financement, notamment via un protocole d'entente (MoU) signé

avec la Banque ING pour une ligne de crédit de 1,5 Md USD, signé lors de la visite du Premier Ministre Pham Minh Chinh à Paris, le 11 juin 2025.

Thaïlande

Fitch abaisse sa perspective de stable à négative sur la note souveraine de la Thaïlande, maintenue à BBB+

L'agence de notation suit ainsi Moody's, qui avait maintenu sa note Baa1 et dégradé sa perspective en avril, contrairement à S&P qui a maintenu sa note BBB+ avec une perspective stable en juin. Fitch justifie cette décision par les risques croissants qui pèsent sur les finances publiques thaïlandaises, estimant que les coussins budgétaires thaïlandais sont érodés, avec une dette publique atteignant 59,4 % du PIB en août 2025, soit un niveau proche de la médiane des pays notés « BBB » (59,6 %) et en hausse de 25 points de pourcentage par rapport au niveau pré-covid. De plus, Fitch prévoit une croissance à +2,2 % en 2025, et +1,9 % en 2026, sur fond de ralentissement de la demande domestique, obérée par le désendettement des ménages, et de la demande extérieure, qui doit ralentir après une accélération due aux anticipations de droits de douane américains. Néanmoins, Fitch souligne la solidité des finances extérieures thaïlandaises, le cadre macroéconomique robuste et la capacité relativement forte du pays à financer sa dette publique, dont la majeure partie est libellée en monnaie locale et financée à faible coût. L'agence de notation estime ainsi les charges d'intérêts thaïlandaises à 5,7 % des recettes, soit « un niveau inférieur à la médiane de 9,2 % des pays pairs ». En réaction, le premier ministre Anutin Charnivakul a estimé que « la dégradation de la perspective est due à des facteurs passés et que [le gouvernement] allait travailler à construire la confiance pour une révision à la hausse ».

Annonce d'un partenariat pour la production ferroviaire locale entre le Rail System Technology Research and Development Institute (RTRDI) et l'italien BLUE Engineering

Le partenariat a été signé le 17 septembre, en présence de Chaitham Promsorn, Secrétaire permanent au ministère du Transport et Paolo Deonisi, Ambassadeur d'Italie en Thaïlande. Blue Engineering & Design est une entreprise italienne spécialisée dans l'ingénierie multidisciplinaire et le design pour les secteurs automobile, ferroviaire et aérospatial, offrant des solutions "clé en main" qui intègrent développement produit, simulation, logistique et traçabilité. Son PDG a déclaré que la Thaïlande était bien positionnée pour être une base manufacturière en Asie du Sud-Est,

qui est un marché à fort potentiel. Le projet prévoit trois étapes : (i) réaliser des études de projets et la conception de rames ferroviaire en s'inspirant des normes européennes, (ii) créer des normes et directives de conception propres à la Thaïlande et (iii) établir une chaîne logistique locale forte.

Baisse de -4,4 % de la consommation d'électricité sur les 7 premiers mois de l'année 2025

Selon les données du ministère de l'Energie, la consommation d'électricité totale s'est établie à 121 840 GWh sur les 7 premiers mois de 2025, contre 127 840 GWh sur les 7 premiers mois de 2024, soit une baisse de -4,4% sur la même période. En particulier, la consommation résidentielle, qui représente 28,6 % de la consommation totale, est en baisse de -7,7 %. Raksit Pattanapitoon, analyste chez Rystad Energy, indique ainsi que les conditions météorologiques, avec moins de jours de chaleur extrême due à des précipitations plus fréquentes, est le principal facteur explicatif. La consommation d'électricité du secteur industriel, qui représente 41,4 % de la consommation totale, a également baissé de -3,0%. A titre de comparaison, la consommation d'électricité totale avait baissé de -3,1 % sur l'année 2020.

Philippines

Le solde global de la balance des paiements enregistre un déficit de 5,6 Md USD au premier semestre 2025 contre un excédent de 1,4 Md USD l'année précédente

La balance des paiements a enregistré un déficit de 5,6 Md USD au S1 2025 contre un excédent de 1,4 Md USD au S1 2024, soit une dégradation de 7 Md USD (-500 % en g.a). Ce retournement s'explique par l'aggravation du déficit courant qui s'est creusé de 1,2 Md USD en g.a (-13,6 %), porté par une baisse de l'excédent de la balance des services de 800 M USD en g.a (+5,5 Md USD au S1 2025) et une hausse de 700 M USD du déficit commercial en g.a (-32,5 Md au S1 2025). En outre, les entrées nettes de capitaux ont reculé de 19,8 % en g.a (à 8,5 Md USD) en raison du ralentissement des investissements de portefeuille, principalement dû aux investissements des résidents dans des titres de créance étrangers. À noter que la tendance croissante des transferts de fonds de migrants continue d'atténuer le déficit de la balance des paiements, enregistrant une croissance de +3,1 % au S1 soit 18,7 Md USD.

Le ministère de l'Agriculture fait état du sous-développement du secteur agricole lors de son audience budgétaire à la Chambre des représentants

Lors de son audience budgétaire à la Chambre des représentants le lundi 15 septembre, le ministère de l'Agriculture a présenté le bilan de la balance commerciale agricole sur la période 2006-2024. Le sous-secrétaire, Asis Perez a ainsi fait état d'un déficit continu depuis 2006 qui s'est aggravé depuis 2013 (passant de 1,5 Md en 2013 à 11,7 Md en 2024). Ce creusement du déficit reflète une hausse soutenue des importations dont la valeur a plus que doublé entre 2013 et 2024 (de 7,9 à 20,0 Md USD), couplée à une stagnation des exportations à 6-7 Md USD sur la même période. Cette évolution traduit à la fois un manque d'investissements dans la modernisation et la compétitivité du secteur ainsi qu'à la forte vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles fragilisant structurellement son agriculture. Face à ce constat, la stratégie présentée par le sous-secrétaire vise à améliorer l'autonomie philippine en riz (le pays en est le premier importateur au monde) et à mieux développer les infrastructures reliant les exploitations agricoles aux marchés.

L'archipel se place en tête du classement du World Risk Index pour la 21^e année consécutive

Pour la 21^e fois de suite, les Philippines décrochent la première place du classement du *World Risk Index* de l'ONG allemande *Bündnis Entwicklung Hilft* (BEH). Cet indice mesure l'exposition au risque d'un pays en croisant son exposition aux risques de catastrophes naturelles et sa « vulnérabilité » (inégalités sociales, niveau du développement socioéconomique, exposition à la violence et capacités de protection et d'adaptation). Ainsi, si les Philippines ne figurent qu'au 4^e rang mondial pour l'exposition aux seules catastrophes naturelles (score de 40,0/100, derrière la Chine, le Mexique et le Japon), leur forte vulnérabilité les place en tête du classement global, avec un score de 46,6/100. Ces résultats reflètent les limites structurelles des capacités d'adaptation (infrastructures de prévention, systèmes de santé, gouvernance, gestion des catastrophes) et de mitigation (transition énergétique, protection des ressources naturelles) du pays. Ces vulnérabilités sont en outre renforcées par la corruption systémique qui affecte directement la mise en œuvre des réformes et projets climatiques. Les scandales récents entourant des projets de protection contre les inondations illustrent cette problématique : selon le ministère des Finances philippin, 2,1 Md USD de fonds publics destinés à ces programmes auraient été détournés depuis 2023. L'ONG Greenpeace estime par ailleurs à 19,3 Md USD le montant total des fonds alloués au climat ayant fait l'objet de détournements sur la même période.

Cambodge

Les pneus, nouvelle locomotive des exportations cambodgiennes ?

Au cours des huit premiers mois de 2025, les exportations cambodgiennes de pneus automobiles ont augmenté de 65,5 % sur un an, pour atteindre 874 M USD, soit 4,2 % des exportations totales. Cette progression reflète l'implantation croissante de manufacturiers chinois, portant à six le nombre d'usines de production dans les différentes zones économiques spéciales du Royaume. La filière soutient les plantations locales de caoutchouc : à fin 2024, plus de 420 000 ha étaient recensés, dont 330 000 ha en exploitation. Toutefois, les usines demeurent dépendantes d'intrants importés, tandis que la transformation locale reste limitée, une grande partie du caoutchouc étant exportée brut vers le Vietnam, Singapour, la Malaisie, la Chine et Taïwan. Cette dynamique met en lumière le potentiel du Cambodge pour développer ses industries automobiles et mieux valoriser sa production de caoutchouc.

GAC made in Cambodia à partir de 2026

Le constructeur chinois Guangzhou Automobile Group (GAC) et son partenaire local TH Group – jusque début 2025 partenaire de Stellantis, qui a depuis choisi RMA – ont signé un accord pour établir une usine d'assemblage à Kampong Chhnang (70 km au nord de Phnom Penh). L'investissement est estimé à 19 M USD, avec quatre lignes d'assemblage et une capacité annuelle de 15 000 véhicules. La construction devrait s'achever en décembre 2025, pour un démarrage de la production début 2026. Comme celle de BYD, prévue pour être opérationnelle dès novembre 2025, cette usine de GAC devrait approvisionner le marché local et l'exportation régionale. Le projet répond à la demande croissante sur le marché cambodgien, l'un des plus dynamiques pour GAC. Le groupe prévoit, en effet, des ventes supérieures à 2 000 unités en 2025. Cette initiative s'inscrit dans le développement d'une industrie automobile naissante, complémentaire de filières existantes, comme celle des pneumatiques. Elle devrait également permettre la création d'emplois qualifiés et attirer de nouveaux investissements dans la chaîne de valeur automobile.

Laos

Le tourisme continue son amélioration

Au cours des 8 premiers mois de l'année, le Laos a accueilli un peu plus de 3 millions de touristes internationaux. Cela représente une hausse de 15 % par rapport à 2024. Le gouvernement espère ainsi dépasser la cible de 4,3 pour l'année 2025. Sans grande surprise, ce sont les Thaïlandais (978 000), les Vietnamiens (790 000) et les

Chinois (751 000) qui mènent le bal ; devant les Sud-Coréens (127 000) et les Américains (50 000). Les sites les plus visités sont Louang Prabang, Vientiane et ses alentours et la province de Champassak (sud-est du pays). Ce sont aussi les lieux les plus facilement accessibles du pays. Les experts attribuent la poursuite de la reprise du touriste à ces facilités de déplacement, des exemptions de visa et une destination qui mêle nature et culture. Pour mémoire, le pays avait accueilli 4,1 millions de touristes pour 1,4 Md USD de recettes ; c'était respectivement 4,8 millions et 935 M USD en 2019 (soit plus qu'en 2024 compte tenu de l'inflation sur la période).

Dans le vent !

L'hydraulique semble atteindre ses limites au Laos. Avec 83 barrages en exploitation ou projetés, l'hydroélectricité est au cœur de la stratégie d'exportation d'électricité du pays. Le Laos affiche d'être la « Batterie de l'Asie », plus seulement du Sud-Est d'ailleurs. Mais, la forte saisonnalité de la production hydroélectrique, renforcée par la plus grande irrégularité du régime des précipitations, rend la production trop irrégulière, contraignant le Laos à importer de l'électricité en saison sèche. L'impact du changement climatique joue une part, certes, mais la saturation des rivières conduit à une concurrence de turbinage entre ouvrages. Du coup, le Laos s'est lancé dans le vent. Pays de reliefs, il possède un large potentiel éolien. Après l'entrée en service de la centrale Moonson (600 MWc, provinces de Sékong et d'Attapeu, sud-est du pays, contiguës au Vietnam), le projet Savan 1 devrait être achevé fin 2025. D'une puissance de 300 MWc, il est situé dans la province de Savannakhet (sud du pays, reliant frontières thaïlandaise et vietnamienne). Tout comme Moonson, Savan 1 évacuera l'essentiel de l'électricité produite vers le Vietnam, via une ligne de 220 kV appartenant à la centrale (et non à EDL Transmission, filiale d'Electricité du Laos contrôlée par une entreprise chinoise).

L'énergie dans tous ses états

NPTC, société exploitant le barrage de Nam Theun 2, vient de signer un accord avec EDL. L'entreprise va augmenter ses livraisons d'électricité à EDL de 67 %, les portant à 500 GWh par an. Les autorités laotiennes souhaitent faire face à une hausse de la consommation dans la province de Savannakhet, voisine du barrage. Un peu plus de 90 % de l'énergie produite par le barrage seront toujours exportés vers la Thaïlande. Au même moment, se tenait un forum Laos-Chine sur la production, mettant en valeur le développement des liens énergétiques entre les deux pays. Associant une vingtaine d'instituts de recherche et de fournisseurs de service ainsi que des producteurs, chinois pour la plupart, le forum a permis d'apprendre que les échanges d'électricité entre Laos et Chine avaient atteint 1,5 TWh à la date d'août 2025. Il a également mis en avant le lancement de la liaison à 500 kV à destination de la Chine. Pour mémoire, la société d'Etat *China Southern Power Grid* a pris le

contrôle de EDL Transmission Co. Ltd., filiale de transport d'électricité d'EDL. A cette occasion, le président d'EDL Transmission, LIN Rui, a aussi rappelé toutes les technologies mises en œuvre pour moderniser le réseau laotien à haute tension.

Birmanie

Le chef de la junte se rend en Russie pour le World Atomic Week forum

Dans sa 4^{ème} visite en Russie au cours des 7 derniers mois, Min Aung Hlaing participe à un forum décrit par les médias russes comme l'un des plus grands rassemblements mondiaux consacrés à l'industrie nucléaire. Il réunit des chefs d'État, des experts nucléaires et des dirigeants de grandes entreprises. La délégation de la junte comprend notamment Myo Aung, le ministre en chef de la région de Mandalay. Pour rappel, la junte a signé en mars un protocole d'accord avec la Russie sur l'énergie atomique et collabore déjà avec l'agence nucléaire russe Rosatom en vue de construire à terme un petit réacteur modulaire en Birmanie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr